



Les émissions du Secrétariat social sur Dialogue-RCF

Émissions sur le "déclassement" du 13 décembre 2017
(Plan conducteur)

Introduction

Lien avec les émissions déjà réalisées sur RCF dialogue, sur l'Europe, la laïcité, l'éducation, la métropole et les finances : 3 maîtres mots : la mobilité sociale, la mondialisation, les inégalités.

I- Le classement

Toute organisation (toute société, groupe) se structure en mettant chacun de ses composants dans des cases bien définies et bien identifiées, en leur attribuant des caractéristiques communes, un nom générique, et une marque d'appartenance (étiquette ou carte, code..., établir une classification, une nomenclature, une liste...) ; on procède au tri des éléments, en comparant les caractéristiques de chaque élément avec celles des autres éléments des catégories ou classes.

Cette action conduit à un classement, qui se veut le plus objectif possible. Ainsi on obtient un classement pour les composants de l'humanité, Les Homo ... dont la dernière catégorie dans le temps est l'Homo sapiens sapiens ; classement par genre, famille, espèce, classement des individus, par âge, par genre (sexe), par nationalité, catégories socio professionnelles, par acteurs économiques.

On classe et on compare les origines (en Nouvelle Calédonie, l'actualité nous montre que l'on classe la population selon le statut civil ou coutumier, en Corse résident et continentaux ... En Irlande...), on classe les présidents de la 5^{ème} République, les lycées, les collèges, les hôpitaux, les communes, les régions, les nations.

Il y a des risques à ce « tout classement », surtout lorsque l'on donne à certaines caractéristiques des définitions pouvant permettre des jugements de valeur, une hiérarchisation subjective, ou en rapprochant plusieurs classifications avec un objectif prédéterminé. Les dérives bien connues des classifications des races (antisémitisme, racisme, ...), ethniques (serbe/croate, ..), religieuses (Irlande, ex-Yougoslavie, Irak, Syrie, Nigéria ... Birmanie), de genre, qui permettent certes de distinguer, de classer mais surtout de caractériser les différences, de discriminer et exclure ; exemple du nationalisme de droite ou de gauche qui va favoriser l'identité nationale, l'origine nationale, **définissant le "nous" et le séparant de façon rigide du "eux", qui devient très vite l'étranger à exclure.**

La base du classement est les individus et leurs différents environnements ; et le rôle des politiques est de tenter de faire progresser les individus (Quel que soit le progrès ? Quel progrès ? Avoir une vie meilleure ?).

La Mobilité sociale, passage d'une position sociale à une autre plus élevée, est un des fondements de la démocratie, même si après la chute du communisme, il a souvent été dit que les classes disparaissaient.

Il est indéniable que depuis la chute du mur de Berlin, **L'humanité s'est enrichie, la pauvreté a régressé.** Effets de la mondialisation, l'économie, et son étalon de valeur, l'argent, est au centre de tout : **l'argent sert à mesurer la richesse**, à aider à prendre des décisions d'organisation, de régulation, de production, de consommation, tout est présenté comme monnayable ; il sert à comparer les individus, les classer, les hiérarchiser.

Eurostat, l'office statistique de l'Union Européenne, a établi une nomenclature de classes socio-économiques, dans laquelle on reparle de classe moyenne et classe populaire ...

Le déclassement est la situation d'un individu qui est dans l'incapacité de maintenir sa position sociale soit par rapport à ses parents soit par rapport à son niveau d'étude ; une société est dite ouverte quand les chances sont les mêmes pour tous, quelle que soit l'origine sociale, et elle est dite fluide si la position sociale des individus n'est pas déterminée par leur origine sociale.

II- Le sentiment de déclassement

Mais en même temps **les inégalités ont, elles, considérablement augmenté**, alors que **l'égalité en tout est une revendication sans cesse proclamée et mise en avant** : égalité entre les membres de la famille (suppression du chef de famille ...), égalité des chances dans l'éducation, égalité hommes/femmes, non-discrimination ..., égalité des chances sur le marché (quel que soit le marché) ... On est dans l'immédiateté des conclusions, on observe et on classe dans la foulée de l'évènement, **le règne sans partage des sondages, on hiérarchise les peurs, les envies, les opinions ...**

La dignité sociale reste attachée à la conquête et à la conservation d'un statut.

Plus les statuts sont protégés, moins souvent on les perd, mais plus on perd quand on les perd.

Depuis le dernier choc pétrolier s'est institué "un salariat populaire à statut" : au sommet le CDI avec des protections sans cesse accrues, un statut intermédiaire correspondant aux multiples CDD, les chômeurs, les exclus. La rigidité de cet ordre social entraîne de puissants mécanismes de crispation sur les protections acquises et engendre la peur du déclassement ; exemple, en 2009 0,16% vivent dans la rue et pourtant 60 % des français interrogés s'estiment désormais menacés par cette perspective.

Pour Régis Debray, **on substitue la perception du réel au réel lui-même**,

Rôle des "fausses nouvelles" aux États-Unis dans l'élection de Trump, de la post vérité dans le Brexit, des réseaux sociaux dans la dernières élections présidentielle et législatives en France.

Diffusion rapide d'informations non vérifiées, et surtout réaction spontanée et immédiate à des situations qui demanderaient réflexion. La dictature du court terme et du ressenti (cela se voit jusque dans la météorologie...), de l'opinion, du sentiment. Les faits sont souvent expliqués par la théorie du complot, ou les manipulations politiques ...

Les attentes sont corrélées avec une nécessité de résolution complète et immédiate conduisant à des sentiments de frustration, d'envie et la perception de déclassement devant la non-conformité de la réaction du politique. Ceci est augmenté par le fait que globalement il n'y a plus qu'une valeur de référence, l'économie et son indicateur principal, l'argent ; les classements par l'argent deviennent prépondérants en tant que préoccupations collectives et individuelles.

III- Les conséquences du déclassement

Le sentiment de déclassement devenant une préoccupation essentielle, les comportements individuelles et collectifs s'orientent vers la recherche de solutions là encore immédiates bien que non fondées sur des critères objectifs et rationnels : exemples de sentiments de déclassement pour la retraite future des jeunes, devant le chômage des jeunes, des hommes par rapport aux femmes qui voient leur taux de chômage plus élevé que celui des femmes, des nationaux par rapport aux étrangers, des musulmans par rapport aux catho, aux orthodoxes, des orthodoxes grecs par rapport aux orthodoxes russes ... et plein d'autres.

On voit l'apparition de phénomènes tels que le Brexit, l'élection de Trump, l'émergence des extrêmes civils et ou religieux, des "populismes".

La priorité des hommes politiques devient d'éliminer le sentiment (ou à l'exacerber pour en tirer des bénéfices électoraux). C'est pourquoi, pour chercher à faire fonctionner l'ascenseur social on assiste à la mise en place de mesures qui ont pour objectif de changer la place de telle ou telle catégorie, groupes ou autre dans un classement présupposé indépendant et accepté de tous.

IV- **Que faire ?**

Le repli sur soi, le protectionnisme, l'exclusion, le rejet de l'altérité, de la différence ne sont jamais des solutions. Exemple à prendre dans l'histoire après les trois grandes dépressions de ces 150 dernières années.

L'objectif pourrait être de passer d'un sentiment de déclassement à la mise en œuvre de solutions pour faire société et vivre ensemble. Nous n'avons pas la même approche que celle des jeunes sur ces problèmes et nous pensons par exemple qu'ils doivent se sentir déclasser par le fait qu'ils n'auraient certainement pas la même retraite, ou le même niveau de vie voire même le même mode de vie (Transition énergétique, écologie ...). Il faut accepter la coexistence de multiples groupes que la représentation démocratique majoritaire ne peut prendre en compte.